

MÉMOIRE SUR LE LIVRE VERT

**UN REGARD NEUF SUR LE PATRIMOINE CULTUREL
RÉVISION DE LA LOI SUR LES BIENS CULTURELS**

**Mémoire conjoint déposé par la
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine.
Arrimage, corporation culturelle des Îles-de-la-Madeleine
et le Musée de la mer**

**Devant le groupe-conseil en la matière pour la
ministre de la Culture, des Communications et
de la Condition féminine du Québec,
madame Christine Saint-Pierre**

Le 25 février 2008

MÉMOIRE SUR LE LIVRE VERT

UN REGARD NEUF SUR LE PATRIMOINE CULTUREL

Dans le cadre de cette consultation devant conduire à une nouvelle loi pour la gestion du patrimoine culturel québécois, la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, Arrimage, la Corporation culturelle des Îles et le Musée de la mer ont souhaité s'associer pour exprimer en un texte commun, un point de vue qui se veut représentatif des intérêts de notre région.

Depuis une vingtaine d'années, notre milieu se caractérise par un travail proactif en matière de patrimoine et toutes les préoccupations exprimées dans le livre vert et le cahier de consultation nous sont quotidiennes. Malgré le très court laps de temps qui nous était imparti, nous avons pu réunir en quelques lignes une synthèse des éléments que nous jugeons essentiels, que nous nous devons de communiquer au ministère responsable pour qu'ils soient pris en considération. Notre réponse sera donc brève et précise et dans la perspective de l'application de cette nouvelle loi, nos interventions seront structurantes et planifiées.

A – La notion de patrimoine et la définition proposée

Au moment du regroupement municipal, la première politique adoptée aux Îles a été celle de la culture. Le patrimoine y est inscrit pour son importance fondamentale dans notre histoire mais aussi comme l'un des éléments repère, capable de rassembler et de mobiliser les énergies dans un projet d'avenir et de devenir pour les Madelinots. Il y est inscrit dans toute sa largeur et dans toute sa complexité :

- a. son aspect matériel et ses multiples manifestations au cœur de notre paysage insulaire;
- b. son aspect immatériel et les trésors de production humaine qu'il recèle.

Et si on en fait une politique, assortie d'un plan d'action, de modestes mais essentiels budgets, qu'on mobilise des intervenants, qu'on les concerte et qu'on les implique tout au long des processus, qu'on en appelle aux citoyens, c'est que le patrimoine a aussi un aspect politique des plus modernes.

Au moment d'intégrer les nouvelles structures, de s'adapter au changement, avec toujours plus de souplesse, de vitesse et d'intelligence devant la complexité des enjeux actuels, le patrimoine aide à renouveler l'appartenance à la communauté, c'est un facteur d'identités durables sans lesquelles le développement tout court perd toute son ampleur et toute sa signification.

Facteur de cohésion sociale, le patrimoine madelinot fait la preuve que l'esprit de clocher n'est pas une malédiction, qu'il aura été une parenthèse administrative d'une centaine d'années, fruit d'un nombre important de réalisations et de progrès, mais aujourd'hui, chacun sait que l'avenir s'inscrit à la fois à hauteur de l'archipel, c'est-à-dire au cœur de ce golfe auquel nous appartenons, et dans notre capacité de tisser des liens continus avec le reste du monde.

Nous avons à cœur de vous exprimer à ce sujet les deux choses suivantes :

- 1- Les Îles-de-la-Madeleine représentent le premier port d'attache en Terre québécoise des Acadiens, avant et après la déportation de 1755. Cette spécificité culturelle doit être reconnue non pas comme une minorité sympathique, mais en tant que partie prenante de la culture québécoise d'aujourd'hui, diversifiée dans tous ces apports qui en font la particularité et la richesse.

Cette future loi du patrimoine et les programmes qui vont en découler devront être appliqués avec souplesse et ouverture d'esprit. Cela demande un certain raffinement que d'embrasser à la fois l'unité et la diversité, la similarité et les différences. C'est là tout l'enjeu des politiques modernes.

Patrimoine et culture vont de pair et sont indissociables. C'est ainsi que nous les considérons. Les lieux, les bâtiments, les paysages, les archives et artefacts, et effectivement même des personnes sont porteurs de mémoire et de significations. Leur protection s'accompagne impérativement d'un projet de commémoration, de connaissance et de transmission.

- 2- Si l'on veut reconnaître la valeur économique du patrimoine culturel, la considérer comme un véritable actif social, il faudra donc aussi le traiter comme tel dans tout projet de développement.

Notre seconde politique adoptée aux Îles est celle du tourisme. Dans une région telle que la nôtre, cette industrie est trop importante pour la traiter négligemment. Dans le déploiement des plans ministériels qui sont prévus, il faudra aussi accorder une grande importance à ce secteur de notre économie, et dans la mise en valeur du patrimoine culturel, lui donner tout le recul, la connaissance et le tonus dont il a besoin pour figurer en véritable partenaire du développement.

B – Les éléments imparables d'une prise en charge

Depuis 2002, notre premier plan d'action de la Politique culturelle s'active à la grandeur des Îles. Ces quelques années de pratique nous permettent d'affirmer aujourd'hui que nous disposons de bons outils.

Nous avons développé le réflexe de la consultation, et au-delà de la stricte information, les Madelinots participent directement au développement du secteur Patrimoine par leur mémoire, leurs réflexions, leur capacité de mobilisation et nous pourrions ajouter leur humour, leur langage percutant, en un mot, leur personnalité.

Nous avons mis à jour les inventaires du patrimoine matériel et immatériel, allant jusqu'à dénombrer tous nos paysages, et caractérisé un de nos villages (L'Étang-du-Nord). Nous avons visité tous les cantons des Îles pour discuter et bonifier avec les citoyens les résultats de ces compilations, nous avons réalisé des activités d'animation, de transmission, de concertation, développés quelques produits de diffusion.

Les données fondamentales du patrimoine matériel sont inscrites au Projet révisé de schéma d'aménagement et de développement du territoire, incluant les parcours d'implantation, les ressources essentielles du paysage et de l'environnement, les éléments repères du bâti.

En 2007, nous nous sommes donné une stratégie concertée de développement de ce secteur, avons révisé le plan d'action de la Politique culturelle, présenté un Plan pour la reconduite du programme Villes et villages d'art et de patrimoine.

Les conditions sont réunies pour aller de l'avant. Le gouvernement du Québec nous convie à un véritable projet de prise en charge et de responsabilité et les Îles répondent « présent », mais il ne faudrait pas être conviés à réaliser une mission battue d'avance.

Voici donc les éléments que nous voulons souligner :

1- Notre stratégie de développement pour le secteur du patrimoine incorpore la notion de subsidiarité.

Si les municipalités sont appelées à jouer ce rôle clé que le projet de loi lui dessine, il est impératif de pouvoir compter sur la présence continue, dans le quotidien de l'archipel, d'intervenants publics au service de la communauté. C'est par ce réseau clé d'organismes et d'institutions solides, représentatifs et adéquatement financés que nous serons capables de transformer en actions concrètes les objectifs que le ministère met de l'avant et auxquels nous adhérons.

Dans la planification et l'organisation des programmes de soutien, qu'ils émanent du ministère responsable ou des plans ministériels qui seront commandés, nous devons pouvoir compter sur un projet solide de développement de la main-d'œuvre en région, en commençant par consolider et bonifier les emplois existants au sein des institutions et organismes publics de service. Jusqu'ici, le patrimoine culturel représente un secteur où les emplois sont précaires et mal payés. La main-d'œuvre y est très mobile et il arrive souvent que de belles initiatives tombent à plat, faute de porteurs. On perd du temps et des énergies à reprendre des dossiers abandonnés, en dormance.

Nous avons regroupé ces intervenants de premier plan, soutenant les plus fragilisés, les aidant à toujours mieux s'organiser, à se professionnaliser, à s'entendre et à aller de l'avant par-delà la compétition et les difficultés.

Les organisations partenaires bénéficient du travail de nombreuses personnes qui font de la recherche, entretiennent et protègent des biens patrimoniaux, militent pour leur sauvegarde, organisent des activités et des événements, développent des produits, des circuits touristiques, animent des sites. Il serait trop long de les nommer tous et dans la majorité des cas, ils bénéficient d'un apport important de bénévoles. Mais là aussi, nous sentons un essoufflement. Surtout quand les contraintes administratives et de gestion s'accumulent. Nous devons procurer à la population un renfort technique et organisationnel, tisser les liens continus qui sont garants de leur confiance et de leur participation.

Il en va de même pour l'élaboration des plans de conservation, l'harmonisation des règlements avec les critères ministériels, l'inscription des biens au répertoire national,

l'application des principes de prévention, de précaution, l'élaboration des stratégies d'intervention et des cahiers de charge qui en découlent, l'information qui devra être véhiculée de manière continue, la mise en œuvre de nouvelles règles d'exemption de taxes, l'incorporation du concept de servitude de protection, toutes choses dont nous admettons volontiers la nécessité mais qui doivent être prises en charge par des intervenants publics dûment mandatés.

- 2- Il nous paraît tout aussi essentiel de consolider et de moderniser nos infrastructures culturelles, qu'elles soient publiques, parapubliques ou institutionnelles. Les secteurs d'activités et les responsabilités assumées par les municipalités et leurs partenaires locaux ne cessent de croître et les espaces communautaires sont tombés en obsolescence.

Les Madelinots ont besoin de lieux polyvalents, équipés et modernes, pour se réunir, organiser des activités, diffuser, transmettre et augmenter leurs connaissances. Ils en ont aussi besoin pour accueillir convenablement leur clientèle touristique et mettre en valeur ce patrimoine qui les différencie et les rassemble. Autrement, nous risquons une mise en valeur à deux vitesses du patrimoine culturel québécois.

- 3- L'accès à la connaissance se traduit pour les Madelinots par l'accès aux réseaux nationaux, aux chaires d'études universitaires, aux forums de discussion, colloques et formations. Autrement dit, un accès direct et de première main, désormais essentiel à ce qui façonne la pensée, délimite les champs d'action et détermine les interventions. Ici encore, on ne peut assumer une prise en charge responsable en vivant à rythme décalé. Le milieu a grand appétit pour l'apport de connaissances nouvelles, pour le progrès scientifique et technique. Les communications modernes nous le permettent et nous voulons nous inscrire, comme tout un chacun, dans ce mouvement.

Le patrimoine culturel, bien que porté par tout le monde, demande bien souvent un bagage de connaissances et de spécialités en histoire, en ethnologie, en archéologie. Un principe de transfert des connaissances doit s'appliquer vers les intervenants du milieu, de même qu'un principe d'accompagnement dans des actions délicates l'exigeant.

C- Un modus operandi efficace et clairement établi

Ayons pour objectif d'améliorer les modalités d'interactions entre le ministère et les municipalités concernées. Faisons en sorte que le principe de responsabilité ne soit pas détaché de son corollaire immédiat : la participation aux décisions. Appliquons une méthode qui permet de regrouper et d'unir ce qui peut l'être et de distinguer ce qui doit l'être. Évitions les dédoublements, assurons-nous que chacun réalise la partie de cette vaste mission qui lui a été confiée.

Nous comprenons que le ministère aura pour tâches essentielles de tenir à jour le répertoire national des biens et de s'assurer de l'implication du gouvernement du Québec dans la protection du patrimoine d'intérêt national. Aux régions, par le biais de leur municipalités et de leur MRC, de veiller de manière responsable sur leur patrimoine culturel, entendu dans son acceptation la plus large, en lien avec l'environnement et le développement durable.

Les biens cités par les uns et classés par les autres auront même valeur de protection. Le ministère et les municipalités auront devoir de concordance dans leurs actions de protection et de mise en valeur. Ils seront aidés en cela par un conseil du patrimoine ayant droit de regard tant sur les statuts accordés aux biens que sur les intervenants ciblés pour leur implication dans l'entreprise de protection et de gestion. Ce conseil aura notamment pouvoir d'avis sur les programmes de soutien, fonction d'évaluation des ententes de décentralisation.

L'ancienne Commission des biens culturels prend ici toute son envergure, au même titre que tout autre conseil québécois.

- 1- Nous souhaitons ardemment que ce nouveau conseil appelé à jouer un rôle de premier plan, veille à tisser et à maintenir des liens directs et constants avec les municipalités et leurs partenaires, que le canal établi aille dans les deux sens, sur une base régulière, franche et conviviale. Il y a toute la différence du monde entre voir venir les choses et réagir quand elles vous tombent dessus.
- 2- Nous adhérons au principe d'une meilleure coordination des différents intervenants et nous nous interrogeons sur le rôle attribué aux paliers intermédiaires tels que les bureaux régionaux, les tables de concertation, les conférences régionales. Autrement dit, de quelle manière sera déployé le processus de décision et comment les suivis seront-ils assurés?

Dans la perspective de cette nouvelle loi, ce dernier élément revêt une importance capitale à nos yeux et nous concluons sur lui. Il faut sortir des carcans de la compétition des régions les plus pauvres et les plus défavorisées pour la sauvegarde de leurs biens. Nous devons pouvoir compter sur des décisions moins sporadiques et nous diriger vers une planification à plus long terme, portant sur un ensemble de biens identifiés et cesser de travailler à la pièce, au hasard des crédits alloués, des gouvernements élus et cela inclut les municipalités elles-mêmes qui sont aussi des organes politiques et changeants. Le patrimoine s'accommode mal de ces sortes de soubresauts. C'est tout le destin que nous souhaitons à cette loi dont nous commentons aujourd'hui le contenu : qu'elle s'applique avec force et courage dans un esprit de continuité, qu'elle nous permette d'agir véritablement comme nous nous devons de le faire, en pensant à ceux qui nous succéderont.

Michelle Joannette, directrice du Musée de la mer
Marie Aubin, directrice de Arrimage, Corporation culturelle des Îles
Joël Arseneau, maire de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine

